



CONVENTION DE FINANCEMENT ET DE SUIVI
Entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole
dans le cadre de la mise en œuvre du service public Vélib' Métropole

Métropole du Grand Paris

ENTRE

Le Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole, établissement public à caractère administratif, régi par les dispositions des articles L5111-1 et suivants et L5721-1 et suivants du CGCT, représenté par sa Présidente dûment habilitée à signer la présente convention par le comité syndical Autolib' et Vélib' Métropole,

ET

La Métropole du Grand Paris, représentée par son Président, dûment habilité à signer la présente convention en vertu de la délibération xxx

Ci-après dénommée « Métropole du Grand Paris »,

Il a été exposé ce qui suit.

Dans le cadre du développement de l'offre de transport à l'échelle de la métropole parisienne, de nombreuses collectivités et établissements publics se sont rassemblés au sein du Syndicat mixte Autolib' et vélib' métropole pour permettre à leurs habitants et aux actifs d'accéder à des services de location de véhicules légers électriques et de vélos en libre-service (VLS).

Le service Vélib' initié par Paris et étendu dans les 30 villes dans un rayon de 1,5km existe depuis 2007. Il a donné lieu à la passation d'un premier marché public qui s'achève au 31 décembre 2017.

Ce service public ayant rencontré un vif succès et ayant permis le développement de la pratique du vélo sur les territoires disposant de stations, il est apparu opportun d'étendre ce service à toute la Métropole.

En effet, la métropole du Grand Paris définit et met en œuvre des programmes d'actions en vue de lutter contre la pollution de l'air et de favoriser la transition énergétique, notamment en favorisant le développement de l'action publique pour la mobilité durable.

Or, la mise en place d'un service public de vélos en libre-service à l'échelle métropolitaine un levier pour répondre aux enjeux d'attractivité métropolitaine, de lutte contre la pollution de l'air et de bruit, ainsi qu'aux actions de mobilité durable.

Les garanties de succès de ce service reposent néanmoins sur la cohérence et la pertinence du service proposé, notamment quant à sa continuité territoriale et son maillage.

En conséquence, la Métropole du Grand Paris a adhéré au syndicat mixte le 06 mars 2017.

Cette adhésion permet d'une part à la Métropole d'être associée à la conclusion et à la mise en œuvre du nouveau marché Vélib' Métropole, d'une durée d'exploitation de 15 ans du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2032 ; et d'autre part, d'aider financièrement les communes à maintenir ou s'équiper du dispositif.

La présente convention entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole a donc pour objet de définir les conditions de financement et de suivi pour le service Vélib' Métropole .

Article 1 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir :

- les modalités de la participation financière de la Métropole du Grand Paris au fonctionnement du service public Vélib' Métropole, en application des articles 8-3 et 14 des statuts du Syndicat mixte ;
- les modalités de suivi du service public Vélib' Métropole.

Article 2 Participation financière de la Métropole du Grand Paris

La participation financière de la Métropole du Grand Paris est égale à 4 millions d'euros par an. La subvention est convertie en équivalent-stations, dont le nombre est arrêté à 200 (50% de 400 stations).

Ce montant se décompose comme suit :

- La contribution obligatoire de la Métropole pour la gestion administrative du syndicat, conformément à l'article 14 des statuts,
- La subvention de la Métropole pour le financement de la compétence « Vélib' », conformément à l'article 8-3 des statuts.

Cette participation est versée en une ou plusieurs fois selon un échéancier établi chaque année entre les directions financières de la Métropole du Grand Paris et du syndicat mixte.

Article 3 Reconduction de la participation financière de la Métropole du Grand Paris

La participation financière de la Métropole du Grand Paris définie à l'article 2 fait l'objet d'une reconduction annuelle tacite.

Toute modification fera l'objet d'un avenant à la présente convention, conclu dans les mêmes formes que pour son approbation.

Article 4 Autres prestations supplémentaires

La Métropole du Grand Paris a la possibilité de solliciter auprès du Syndicat mixte des billets tarifés à la journée pour les besoins de ses usagers. Dans cette hypothèse, le Syndicat mixte fournira à la Métropole du Grand Paris le nombre de tickets souhaités et celle-ci s'acquittera du coût engendré par cette demande en sus de la participation financière définie à l'article 2.

Article 5 Suivi du service Vélib' Métropole

La Métropole du Grand Paris et le Syndicat mixte désignent chacun un interlocuteur privilégié responsable du suivi du dispositif Vélib' Métropole et notamment de l'application de la présente convention, tant sur le plan technique qu'administratif et comptable. Le nom et les coordonnées de ces référents font l'objet d'un échange par courrier électronique entre les directions des services des parties au plus tard dans le mois suivant la signature de la présente convention.

Article 6 Rapports d'activités

Un rapport mensuel d'activités est transmis à la Métropole et contient à minima sur le territoire métropolitain :

- ✓ Le récapitulatif des ouvertures, fermetures, déplacements, modifications de vélo-station ;
- ✓ Les principaux indicateurs permettant le suivi de la qualité de service.

La Métropole du Grand Paris a par ailleurs un accès informatique sécurisé à toutes les informations et statistiques concernant le service. Les principales données du service qui ne relèvent pas du secret commercial sont en open data.

Le Syndicat mixte publie chaque année un rapport d'activité du service Vélib' Métropole. Après publication du rapport annuel d'activité, un rendez-vous annuel obligatoire entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat Mixte Autolib' Vélib' Métropole est organisé. Il a pour objet de faire le bilan de l'activité du service, d'échanger sur les perspectives d'amélioration, et d'analyser le modèle économique du dispositif dans toutes ses composantes (nombre de stations, recettes usagers, participation des communes, éventuels autres financeurs, etc) afin de réviser, le cas échéant, la participation financière de la Métropole, dans les conditions prévues à l'article 3 de la présente convention.

Article 7 Communication

La Métropole du Grand Paris est informée en amont de toutes les actions de communication ou de promotion du service Vélib' Métropole, et associée aux évènements relatifs au service Vélib' Métropole, dès lors qu'ils concernent plusieurs communes de la Métropole.

Article 8 Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée d'exploitation du marché public actuel conclu avec la société Smoovengo . Elle prend effet au 1^{er} janvier 2018.

Article 9 Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi en lettre recommandée avec accusé réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 10 Litiges relatifs à la présente convention

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relève de la compétence du Tribunal administratif de Paris.

Les parties s'engagent à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait à
Le

Fait à
Le

Pour la Présidente et par délégation,
La Directrice générale d'Autolib' et Vélib'
Métropole

Le Président de la Métropole du Grand Paris

Madame Véronique HACHÉ

Monsieur Patrick Ollier